Dominique Dessertine et Bernard Maradan
L'âge d'or des patronages (1919-1939).
La socialisation de l'enfance par les loisirs
Vaucresson, CNFE-PJJ, 2001

Saluons d'abord avec émotion la mémoire de Bernard Maradan, prématurément arraché à l'amour des siens et à la communauté scientifique à laquelle il appartenait. Olivier Faure retrace pour ceux qui l'ont connu et pour tous les chercheurs le portrait de celui qui fut un chercheur inventif et rigoureux dans le champ de l'histoire sociale et culturelle.

Voici un livre qui vient à point nommé pour combler une lacune et enrichir nos connaissances sur la socialisation de l'enfant qui grandit, thème qui a fait l'objet d'un colloque à la Sorbonne à l'automne 2000. On s'est beaucoup intéressé à la petite enfance, à l'enfance délinquante ou abandonnée, mais l'enfant un peu plus grand, que devient-il ? Qu'a-t-on fait pour lui en dehors de l'école, un champ aujourd'hui bien balisé ? Le livre de Dominique Dessertine et de Bruno Maradan éclaire d'un jour tout à fait neuf les multiples initiatives qui se sont développées dès la fin du XIXème siècle à Lyon, pour encadrer, prendre en charge, occuper, garder… les enfants d'âge scolaire en dehors des heures de classe et leurs aînés sortis de l'école.

Fondé sur l'exploitation de fonds d'archives privées émanant d'œuvres privées et publiques, notamment des bulletins paroissiaux qui se sont révélés très précieux, ce livre retrace l'histoire de ces initiatives pour une période beaucoup plus longue que ne le laisse entendre le titre. En effet, l'histoire que nous relatent les deux auteurs remonte jusqu'aux années 1880 : tout le premier chapitre, marqué par la grande rivalité entre les catholiques et les laïques à partir des lois Ferry, brosse le tableau des premières initiatives, d'abord catholiques, pour offrir aux jeunes d'âge scolaire ou post-scolaire des structures de garde, d'éducation et de loisirs. Il s'agit d'abord des patronages catholiques qui se créent surtout pour les garçons dans les quartiers populaires de la banlieue lyonnaise, puis de garderies municipales et d'amicales laïques qui prennent la suite. L'année

Catherine Rollet / p. 243 à 246

1908 voit se créer les premiers patronages laïques. Conçus comme l'instrument privilégié de la christianisation des banlieues, les patronages catholiques souffrent d'une double concurrence, en interne, celle du mouvement scout, et en externe, celle venant des initiatives laïques. La municipalité lyonnaise, de tendance radicale, puis radicale-socialiste, ne pouvait se désintéresser de ce terrain sensible, celui de la formation des jeunes. Dès l'origine ou presque, l'histoire des patronages lyonnais croise donc celle des relations entre une bourgeoisie catholique décidée à sauver la jeunesse et une municipalité soucieuse de parfaire l'éducation commencée dans les écoles de la République. Un des témoins de cette concurrence est certainement la mise en place, par la municipalité, de cours qui se déroulent pour la plupart tout au long de la journée du dimanche : il s'agit d'occuper le temps libre des jeunes, mais aussi de reconquérir un moment consacré traditionnellement au culte religieux.

Loin de représenter un terrain de consensus comme on peut le voir par exemple pour la petite enfance, les jeunes constituent un véritable enjeu, et c'est le mérite de l'ouvrage des deux chercheurs lyonnais d'avoir mis en évidence ce fait historique à partir d'une analyse rigoureuse des archives.

L'après-guerre constitue ce que les auteurs appellent l'âge d'or des patronages. Cette période est marquée par la création, à Lyon, d'un véritable service municipal de garderies, par l'explosion des activités proposées par les patronages et par l'exploration de nouveaux fronts pionniers, celui notamment du sport. Entre les deux guerres, environ un enfant sur deux scolarisé dans le public participe aux séances du jeudi après-midi organisées par la mairie. Ces garderies coûtent cher à la municipalité et résistent mieux à une lente érosion qui affecte les patronages.

Ces patronages ouvrent pourtant la voie à la civilisation des loisirs, à laquelle aspirent toutes les classes sociales. Le sport constitue l'enjeu déterminant de l'entre-deux-guerres. Le clivage entre les groupements d'inspiration catholique et les mouvements laïques éclate encore nettement. Autant l'Église a soutenu l'émergence du sport sous toutes ses formes, y compris dans sa version d'inspiration militaire, autant les militants laïques ont été réticents à toute forme de sport qui rappelle la guerre et ses hor-

reurs. On préfère la gymnastique dans les milieux laïques, et les grands rassemblements de gymnastes, y compris féminins, des années vingt manifestent ce choix. On se méfie d'un culte exagéré rendu au corps et aux activités physiques, au détriment de la culture et des activités intellectuelles. L'allocution d'un des dirigeants laïques de l'époque, Marius Bordel, en 1930, illustre de façon lumineuse cette appréhension :

> « Aujourd'hui, vous êtes passionnés de sport. Vous désirez être grands, être forts, être beaux. Très bien. Mais n'oubliez pas votre esprit. Prenez-en soin vous-mêmes. Si vous n'y veillez pas, prenez garde. D'autres pensent pour vous. Insensiblement, ils asservissent le sport à leur conception sociale. »

Les catholiques hésitent moins à s'engouffrer dans l'aventure sportive, car ils en espèrent une régénérescence de l'adolescence dont les pulsions sexuelles pourraient un temps être canalisées. Le football, le basket ou le rugby sont encouragés, répondant d'ailleurs à une forte pression de la base.

Le défi suivant est celui des colonies de vacances. Le séjour des jeunes à la campagne ou en montagne répond, chez les laïques, à l'idéal hygiénique de la vie au bon air ; l'influence des médecins est patente. Le séjour en colonie correspond plutôt, chez les catholiques, à l'espoir de former une élite de chrétiens convaincus et dévoués. La santé du corps est valorisée chez les laïques, celle de l'âme chez les catholiques. Le placement est d'abord individuel chez des paysans du Bugey, puis collectif dans des maisons progressivement affectées à cette fonction. La vie en communauté et au grand air pendant un mois et plus (les séjours sont longs et même s'allongent entre les deux guerres) paraît avoir des effets bénéfiques sur les enfants, qui en gardent, semble-t-il, d'excellents souvenirs. C'est l'expérience aussi d'un monde différent, celui de la montagne, parfois, chez les laïques, de la mer, qui nourrit l'enthousiasme des petits et des adultes qui les encadrent. Ces colonies coûtent cher aux mairies, bientôt aidées par les subventions publiques, et aux paroisses qui comptent sur le bénévolat, la philanthropie privée et qui bénéficient aussi des prestations des caisses d'allocations familiales et de la sécurité sociale.

Sports, colonies de vacances, toutes ces activités nées dans les patronages, préfigurent en effet tout un nouveau mode de vie pour les classes urbaines, mode de vie qui accorde une place plus grande aux activités de loisirs. On est passé d'une civilisation de la survie à une civilisation de la culture, celle du corps, celle de l'esprit (à travers les bibliothèques, le théâtre, le cinéma, sans oublier Guignol !), objet d'une vaste concurrence entre les deux grandes options qui ont marqué la Troisième République. Cette concurrence, les auteurs en soulignent en conclusion l'aspect positif, puisque la pluralité de l'offre a empêché toute tentative de monopolisation de la jeunesse. Les enfants ont su, dans une certaine mesure, passer d'un cadre à l'autre, au gré de leurs disponibilités et de leurs goûts.

On se prend à espérer que d'autres monographies de ce type verront le jour, pour de grandes villes comme Marseille, Lille ou Rennes…, ce qui permettra de mieux comprendre les modalités et la signification de la prise en charge des jeunes au XXème siècle.

Catherine Rollet
Professeur à l'université de Versailles
Saint-Quentin-en-Yvelines
laboratoire Printemps (CNRS)